

VOTATIONS 4 MARS 2018

Financement radio / TV

NON

***à une initiative destructrice
d'emplois et dangereuse pour
la démocratie***

Ville de Genève

4 X NON

***aux coupes dans les prestations,
le social, la culture et la solidarité
internationale***

• 16, rue des Chaudronniers • cp 3287, 1211 Genève 3 • t +41 22 818 03 00 • sit@sit-syndicat.ch • sit-syndicat.ch •



syndicat
**interprofessionnel
de travailleuses et
travailleurs**

Votation fédérale

NON à l'initiative « No Billag »

L'initiative « No Billag », soutenue par l'UDC, propose de supprimer la redevance radio/tv et d'interdire à la Confédération de subventionner des chaînes de radio et de télévision. Pour le SIT, cette initiative est un poison pour la démocratie et menace des milliers d'emplois.

Démocratie en danger

Si cette initiative devait être acceptée, la SSR et des dizaines de chaînes locales feraient faillite, du fait qu'elles dépendent aux 2/3 de la redevance. Les conséquences seraient dramatiques pour le débat et la formation de l'opinion publique, éléments particulièrement importants dans un pays où le corps électoral est appelé à se prononcer très régulièrement sur divers sujets d'importance politique majeure.

La SSR peut certainement mieux faire dans ce domaine, l'actualité syndicale étant généralement assez peu ou mal couverte par les émissions d'information quotidienne de grande audience. Mais si les médias de service public devaient arrêter d'émettre, les médias privés purement commerciaux ne feraient guère mieux, voire encore bien pire. Car le marché audiovisuel serait alors occupé par les grands groupes médiatiques internationaux, aux mains de quelques milliardaires, qui non seulement n'ont que faire des luttes syndicales, mais qui surtout

défendent des intérêts tout autres que ceux des travailleurs-euses.

Menace sur l'emploi

Si l'initiative « No Billag » était acceptée, ce serait 13'500 emplois qui seraient menacé-e-s en Suisse, dans un contexte où nombre d'éditeurs de journaux dégraissent déjà leurs effectifs de manière alarmante. Aux 6000 emplois de la SSR et des radios/télévisions privées qui seraient directement menacés, s'ajouteraient encore au moins autant d'emplois indirects dépendants de la SSR et de la redevance.

Supprimer 2/3 des revenus de la SSR et d'autres chaînes de radio et télévision locales, c'est aussi menacer à coup sûr les deux dernières CCT existant dans le secteur des médias. Mélanie Berner, du Syndicat suisse des Mass média, rappelle que «depuis 2004, les conditions de travail, les salaires et les honoraires des journalistes ainsi que des photographes se dégradent», et «les grands groupes engagent par contre à tour de bras des stagiaires sans aucun concept de formation mais avec par contre la garantie d'être exploité-e-s».

Autant de raisons, parmi d'autres encore comme la menace que fait également peser cette initiative sur la culture, de voter NON le 4 mars prochain à « No Billag ».

Votation communale

4 x NON aux coupes budgétaires en Ville de Genève

Bien que le référendum concerne les coupes budgétaires opérées en 2017 (et que nous sommes déjà en 2018), il est important de voter 4 x NON pour refuser le programme de démantèlement social et culturel de la droite municipale. Cela permet de dire NON à cette politique d'austérité dont l'objectif est uniquement d'anticiper sur les pertes de recettes fiscales que la droite veut imposer avec la réforme de l'imposition des entreprises (RIE3, maintenant appelée PF17). Cela permet également d'adresser à nouveau un message clair à la droite dans le cadre du débat budgétaire 2018.

Un service public fort pour des prestations de qualité

En coupant 1 million de francs dans les dépenses générales des départements, la droite réduit des prestations telles que la sécurité incendie, l'entretien des parcs, des places de jeux et des bâtiments scolaires ou l'organisation de grandes manifestations populaires. Il s'agit d'une offensive contre l'ensemble du service public et les collaborateurs-trices de la Ville de Genève qui fournissent les prestations indispensables au maintien de la qualité de vie de genevois-e-s et à la cohésion sociale de notre collectivité. La paix sociale et la qualité de vie ne tombent pas du ciel.

Ville solidaire et internationale

La tradition internationale, solidaire et humanitaire de Genève fait la force et la fierté de notre Ville. Depuis cinquante ans, notre ville attribue une part de son

budget à financer des projets de coopération et d'aide au développement. Chaque année, la création et le fonctionnement d'écoles, d'orphelinats, d'hôpitaux, le maintien de la paix et à la promotion des droits humains est soutenu dans plus de 40 pays. Cette coupe de 340'000 francs revient à punir les populations les plus précaires au nom de logiques politiciennes à courte vue.

La culture : source de richesse

Malgré le net refus par la population des coupes de 2016 ciblant principalement la culture, la majorité de droite s'attaque une nouvelle fois à ce secteur. Une récente étude démontre que l'économie culturelle et créative produit quelques 27'866 emplois pour une valeur ajoutée de 4.5 milliards. Cette coupe s'attaque à la richesse culturelle de Genève, aux actrices et aux acteurs qui la font vivre, ainsi qu'à un secteur qui fait l'attractivité et la richesse de notre ville.

Les enfants victimes des inégalités sociales

La réduction de l'allocation de rentrée scolaire illustre la volonté de la droite de faire porter sur les épaules des plus précaires une politique d'austérité budgétaire. Le maintien de cette allocation est indispensable pour que l'école ne soit pas source de discrimination et que la rentrée scolaire ne devienne pas une cause supplémentaire de préoccupations financières pour les familles qui peinent à boucler leur fin de mois.

Votation communale

OUI à la création de logements au Petit-Saconnex

Un comité composé de l'UDC, du MCG, des Vert'libéraux et de l'association de défense des propriétaires Pic-Vert Assprop ont déposé un référendum communal contre la décision de la Ville de Genève de déclasser quinze parcelles dans le village du Petit-Saconnex afin d'y construire 200 logement. Les référendaires en appellent à la «protection du patrimoine et de la qualité de vie dans les quartiers».

Pour le SIT, si la densification du territoire n'est pas une fin en soi et peut constituer pour certain-e-s habitant-e-s une dégradation de la qualité de vie dans

certains quartiers, il n'en demeure pas moins que Genève connaît une crise du logement que l'on ne résoudra pas sans construire là où l'on peut encore le faire. A défaut, ce sont de toujours plus nombreux-ses travailleurs-euses que l'on condamne à s'entasser dans des zones déjà très denses et à des loyers prohibitifs, ou alors à s'exiler (toujours plus loin) par le delà de la frontière avec les problèmes de mobilité et de pollution que cela engendre.

Le SIT appelle donc ses membres, suisses et étrangers-ères, à voter OUI au déclassement de ces parcelles.

Votation fédérale

OUI au « régime financier 2021 »

Aussi curieux que cela puisse paraître, la compétence de la Confédération de prélever l'impôt fédéral direct et la TVA est inscrite dans la Constitution fédérale pour une durée... limitée à 2020. Le peuple est ainsi appelé à voter le 4 mars prochain sur la prolongation de cette compétence fédérale.

Même si le SIT est critique quant au régime fiscal suisse, qui ne respecte pas assez le principe de la progressivité de l'impôt (plus vous êtes riches, plus vous devriez contribuer à la répartition des

richesses par l'impôt), même si le SIT est également critique sur la dilapidation d'une part importante des recettes fiscales de la Confédération dans des dépenses militaires aussi somptueuses qu'inutiles, la question n'est pas là. Il s'agit seulement d'autoriser la Confédération à continuer de prélever l'impôt, lequel sert surtout à la formation, la politique sociale, les transports, les infrastructures, etc.

Le SIT appelle donc à voter OUI au «régime financier 2021».